

Il est absolument faux que le S. E. s'attendait « à la veille de l'arrivée des alliés à un développement rapide des organes de la dualité de pouvoir — comités d'usines — milices ouvrières, etc. ».

Le S. E. n'excluait pas une telle possibilité mais en même temps, en luttant contre les affirmations des camarades de l'ex-C. C. I., soulignait que l'ampleur d'un tel développement serait limitée par le fait de l'influence des stalinien et des réformistes, et par le fait de la nouvelle occupation de l'Europe par les armées anglo-saxonnes.

La lutte dans le Parti français qui a précédé et suivi les jours de la « libération » de Paris en août 1944, avait exactement ce sens et tous les documents de cette période le prouvent parfaitement.

Que la possibilité d'un certain développement d'organes de double pouvoir ait existé néanmoins dans la situation, cela a été parfaitement prouvé par la création de véritables comités d'usines et de milices dans la plupart des grandes usines de la région parisienne et d'autres villes en France entre fin août et début septembre 1944.

Il n'est pas permis à Morrow d'ignorer ou de négliger cette expérience extrêmement importante du prolétariat français dans laquelle notre Parti a joué un rôle de premier ordre.

Il est d'autre part archifaux que le S. E. ait jamais émis l'hypothèse que le fascisme « étant proche, il est inutile et même dangereux d'essayer de sortir de l'illégalité ».

Des propos semblables ont été tenus d'ailleurs très timidement, à l'encontre de la position du S. E. par certains camarades de la majorité de la section française. Le S. E., au contraire, avait attiré déjà, lors du débarquement des forces alliées en Europe, l'attention des camarades français sur la réapparition légale du mouvement ouvrier, et sur la nécessité urgente de s'adapter aux nouvelles conditions.

Le S. E. plusieurs mois avant le retour des camps de concentration de certains camarades français — auxquels le camarade Morrow attribue généreusement l'initiative pour la légalisation —, a impérativement posé la question de la légalisation du Parti et poussé de toutes ses forces les camarades français à la réaliser avec rapidité et audace.

Il nous est maintenant extrêmement pénible de nous défendre nous-mêmes contre des attaques aussi injustes que stupides qui tendent à défigurer complètement la réalité. Que Morrow, généralement si bien et si honnêtement informé, sache seulement que depuis le premier congrès du Parti français jusqu'encore dernièrement dans presque toutes les séances du S. E., il y avait à l'ordre du jour la question du Parti français posée sous l'angle d'une aide politique, pratique et financière accordée par le S. E. à sa direction pour qu'elle réalise complètement la légalisation du Parti, pour qu'elle réadapte sa structure aux conditions de la vie légale, pour qu'elle arrache par une mobilisation politique persévérante de l'ensemble du Parti la parution légale de la *Vérité*, pour que le Parti adopte un programme d'action concret, prenne part aux élections, etc...

Pour aucune autre section le S. E. n'a fait tant d'efforts afin de l'aider dans une action vers les masses, et nous voulons croire que ce fait a été unanimement reconnu par l'organisation française.

La nature de cette période.

Morrow, qui se plaint que le S. E. a évité de lui répondre sur une série de questions contenues dans ses documents de juillet et de novembre 1945, trouve le moyen d'escamoter toute la partie essentielle de cette réponse du S. E. qui concernait la conception fondamentale pour l'élaboration d'un programme et pour la définition des tâches, de la « situation objectivement révolutionnaire » et du rapport entre le facteur objectif et subjectif.

Il affirme qu'« il n'y a pas de désaccord entre nous quant au facteur économique et aux autres facteurs objectifs... Le différend concerne l'état de conscience politique du prolétariat ».

Et il trouve que sur cette dernière question, il y a « un désaccord bien marqué entre les partis belge, hollandais, italien, anglais et les minorités française et américaine d'une part, et la majorité du S. W. P., la majorité française et le S. E. d'autre part ».

Nous sommes très curieux de voir en quoi consiste « ce désaccord bien marqué » entre la ligne défendue jusqu'ici par le S. E. et nos camarades belges, hollandais, italiens et britanniques desquels le talentueux tacticien Morrow tente de nous distinguer (et de nous séparer).

La différence essentielle entre nous et eux concerne, dit-il, « l'état de conscience politique du prolétariat ».

« Le S. E. », écrit-il, « et la majorité du S. W. P., en niant ou en méconnaissant ces faits décisifs relatifs au « prélude » en Europe, sont, par là-même, lancés sur une ligne politique sectaire qui est une vraie calamité pour l'Internationale. Les masses aspirent au socialisme, disent-ils, mettant en évidence la domination des partis socialistes et communistes. Ils oublient un détail, c'est, qu'aujourd'hui, désorientées et usées par les terribles épreuves qui ont commencé en 1939, les masses espèrent gagner le socialisme grâce au parlementarisme. »

Morrow précise davantage sa pensée qui constitue la base de toute sa politique actuelle en écrivant : « Pendant toute une période, la lutte du prolétariat européen est destinée à rester dans le cadre de la démocratie parlementaire, bien que les masses demandent déjà à ce parlement d'accomplir des tâches essentiellement socialistes telles que la nationalisation de l'industrie. Notre tâche consiste à raccourcir ce « prélude » en amenant les masses à tout exiger de ce parlementarisme. »

Il est tout d'abord faux de partir principalement de « l'état de conscience politique du prolétariat » pour élaborer un programme d'action, définir les mots d'ordre et les tâches pendant une période donnée.

Le S. E., dans sa première réponse au camarade Morrow, s'est efforcé précisément de lui expliquer que du point de vue marxiste on ne détermine pas un programme en partant surtout de la « conscience politique » du prolétariat, mais en partant principalement des conditions objectives qui caractérisent la situation.

Morrow inverse le problème, comme il le renverse quand il dit que c'est l'existence du Parti Révolutionnaire qui détermine le caractère révolutionnaire d'une situation.

En partant de cette considération de la « conscience politique » du prolétariat, on peut arriver aux conclusions les plus opportunistes. C'est ainsi que Morrow, raisonnant d'après la « conscience politique du prolétariat » qui est selon lui dominée actuellement par les illusions démocratiques et parlementaires, limite notre programme essentiellement aux revendications démocratiques, et place notre action principalement sur le terrain parlementaire.

Il procéderait tout différemment s'il partait, pour définir un programme de l'analyse de la situation objective, de la situation dans laquelle se trouve en général le capitalisme après la liquidation de la deuxième guerre impérialiste et le capitalisme européen en particulier, des conditions de vie des masses, des possibilités objectives d'une politique de réformes, de démocratie, etc...

Trotsky, commentant en juin 1938 l'élaboration du Programme Transitoire, écrivait : « Adapter notre programme à la situation objective ou à la mentalité des ouvriers ? Et je crois que cette question doit être posée à tout camarade qui prétend que ce programme n'est point adapté à la situation américaine. Ce programme est un programme scientifique. Il est basé sur une analyse objective de la situation objective. Il ne saurait être compris des ouvriers dans son ensemble. Il serait très souhaitable que l'avant-garde le comprit dans la prochaine période... » Et à la question si « l'idéologie des ouvriers ne constitue pas une partie des facteurs objectifs », Trotsky répondait : « Pour nous autres qui constituons une petite minorité, cette question est, dans son ensemble, objective, y compris l'état d'esprit des ouvriers. Mais nous devons analyser et clarifier ces éléments de la situation objective qui peuvent être changés par notre document et ceux qui ne peuvent pas l'être. C'est pourquoi nous disons que notre programme est adapté aux éléments fondamentaux stables de la situation objective et que notre tâche consiste à adapter la mentalité des masses à ces facteurs objectifs. Adapter la mentalité est une tâche pédagogique. Nous devons être patients, etc. La crise de la société nous est donnée comme base de notre activité. La mentalité est l'arène politique de notre activité. Nous devons la changer. Nous devons donner une explication scientifique de la société et l'expliquer clairement aux masses. C'est là la différence entre le Marxisme et le Réformisme. »

« Les réformistes flairent ce que demande le public — comme Norman Thomas — et ils le lui donnent. Mais ce n'est pas là une activité révolutionnaire sérieuse. Nous devons avoir le courage d'être impopulaires, de dire aux ouvriers « vous êtes des fous », « vous êtes stupides » et de clamer nos idées avec passion. Il est nécessaire de secouer l'ouvrier de temps en temps, de lui expliquer les choses, puis de le secouer encore — c'est en tout cela que consiste l'art de la propagande. Mais elle doit être faite scientifiquement et ne pas s'incliner devant l'état d'esprit des masses. »